**Finance, économie sociale et "communs" : pour quoi et sur quoi travailler ?**

**1 - Pour quoi ?**

11 - La série de mesures de régulation financière adoptées depuis 5 ans corrige des défauts antérieurs, mais ne forme pas une construction "voulue" en faveur d'une finance au service de l'économie dans une vision de « bien commun » (au sens de une ressource commune +un groupe de personnes concernées +et un système de gouvernance)

A côté des règles et normes, la concurrence entre les acteurs financiers, y compris entre les Bourses, est censée être un facteur efficace de régulation ; mais la régulation est aussi utilisée comme une arme concurrentielle. Par ailleurs, la méthode des modèles mathématiques de représentation du monde est de plus en plus utilisée par les financiers : recherche de modèles "O défaut/0 risque" via des bases de données de plus en plus sophistiquées et extension de ce raisonnement à des champs jusqu'à présent "hors marché/hors finance de marché" (fixation de prix sur des marchés "manquants", monétarisation et organisation) (ex de la mesure de l'impact social, Alix, 2014). Est-ce une « bonne » façon de contribuer au « bien commun » ?

12 - Financer le long terme par des instruments financiers de long terme est une idée clé que l’on retrouve par ex, dans le Livre vert de la Commission européenne de 2013 sur le financement de LT et le Report of the intergovernmental Committee of Experts on Sustainable dévelopment, August 2014.

Mais il y a de moins en moins de financeurs de long terme (cf S. Rigot, Problèmes économiques, septembre 2014, géographie des investisseurs), utilisant des outils financiers orientés vers le CT ( E. Chiapello, Financialisation of valuation). Ce qui aboutit au cauchemar de Marx qu'imagine P-Y Gomez "La rente versée aux masses, notamment pour leur retraite, est garantie par les profits réalisés par ces entreprises. … c'est la majeure partie de la population qui fait pression pour maximiser les profits et donc exploiter le travail.»(p.25, Le travail invisible).

Certes des instruments comme l'ISR tentent d'introduire des critères de DD dans la finance, mais les études montrent qu'elle progresse d'autant plus lentement que ses critères sont complexes (best in class/exclusion : Novethic, Eurosif, Financewatch, 2014).

13 - Enfin, les monnaies complémentaires se développent, sur des territoires de taille diverse, dans le but de servir la consommation et le développement local durable, facteur de préservation des PME et de la distribution de proximité (Option Confrontations, 2014).

**2 - Sur quoi travailler ?**

- l'introduction de ***critères de long terme et de "bien commun" ou d'intérêt général dans les systèmes de rating et de choix des investissements*** (Alix, Confrontations Europe, réponse au Livre vert de la Commission sur le financement de LTde l'économie, contribution concernant SSIG et ESS)

- la ***gouvernance des bourses et, au-delà, des marchés financiers*** ? quel rôle des experts et des représentants de la "société civile" ? (De Vauplane, 2014)

- quels ***acteurs de la finance patiente***, d'intérêt général avec quels types de finances solidaires et de proximité ? quelles ressources financières pour quels emplois dans les territoires ? quels modes de gouvernance et quelle appropriation par les citoyens ?(cf derniers travaux de GABV et Financewatch)

- quelle ***articulation des monnaies européennes/nationales/locales, complémentaires*** ? quelles opportunités et quels risques (cf bitcoin) ?

**3 – Comment ?**

**Une recherche tournée vers des propositions opérationnelles, via : un atelier ou un panel dans une conférence de recherche (ACI Researchy , proposer des conférences avec Confrontations Europe, Rencontres du Mont-Blanc et UN Interagency Taskforce sur ESS, Financewatch, autres..**